

RIAD TOUFIC SALAME

Gouverneur de la Banque du Liban

On compte en réalité sur les banques centrales pour maintenir la confiance dans l'économie, afin de stimuler la croissance économique et l'accès au crédit. La tâche des banques centrales est devenue plus difficile, à cause d'évolutions étrangères au paysage familier dans lequel elles travaillaient jusque là. L'une de ces évolutions est le développement des marchés financiers, qui génèrent leur propre dynamique. Ils sont complètement détachés des réalités économiques et créent, à eux seuls, leur propre univers ; en cas de menace de crise, il est dès lors difficile pour les banques de prendre des mesures préventives au moyen d'outils traditionnels. Sont également apparus les fonds spéculatifs, qui ont un grand potentiel, et la possibilité de ventes à découvert sans restrictions, ainsi que la création de boîtes noires ne négociant que par formules mathématiques, sans aucune intervention humaine, et contrôlant des masses financières considérables. Nous nous souvenons d'une erreur survenue une fois dans un programme à New York. La bourse a chuté de 10 %, sans raison apparente. Nous en avons compris la raison plus tard. Nous avons fait l'expérience de tels phénomènes au Liban, où nous constatons que nos obligations sont parfois vendues à découvert. Nous n'en comprenons pas la raison. Puis, nous réalisons que c'est une formule mathématique reliant certains marchés et pays entre eux qui est à l'origine de cette situation. Tout ceci a un impact. Un impact sur la stabilité. Un impact sur les entrées et les sorties de capitaux, et un impact sur la confiance, encore plus préjudiciable pour l'économie que les deux autres facteurs précédents. Nous avons aussi constaté, par le passé, que des mesures prises par des agences de notation pouvaient aggraver une crise. Leur impact est parfois si fort et si profond qu'il peut entraîner la chute, sans possibilité de recours, d'un pays, d'un produit ou d'une institution jusque là bien notés, et les rétrograder en catégorie défailante. Ces opérations ne sont réellement suivies ni contrôlées par personne. Je sais toutefois que l'Union européenne a voté des lois pour essayer de mettre de l'ordre dans l'activité des agences de notation. Pendant la crise des sub-primes en 2008, des instruments commerciaux qui bénéficiaient jusqu'alors d'une bonne notation ont été soudain classés défailants. Nous avons été témoins du même phénomène dans certains pays européens ou, en remontant plus loin dans le temps, dans certains pays asiatiques.

Aujourd'hui, un des moyens de neutraliser l'impact des agences de notation est de consolider la stature et la respectabilité de la Banque centrale, pour l'aider à contrebalancer ou à neutraliser les effets susceptibles d'être provoqués par les agences de notation. C'est une tâche très difficile, et seules quelques banques centrales dans le monde ont été en mesure de neutraliser les effets de ces agences de notation.

Monsieur Trichet a beau parler de la crise de 2008, aujourd'hui, les moyens mis en œuvre pour éviter une autre crise n'ont pas encore convaincu les marchés. Preuve en est que les liquidités disponibles pour les prêts sont énormes, alors que la demande en liquidités reste faible. Cela a un coût en termes de croissance et en termes de création d'emplois. Dans l'intérêt de la stabilité et de la croissance, je pense qu'il faudrait, d'une part, réguler les agences de notation. D'autre part, mettre en place des moyens de contrôle de certains acteurs intervenant sur le marché qui, à l'heure actuelle, fonctionnent indépendamment de toute régulation, tels les fonds spéculatifs. Il devrait y avoir une séparation d'activité entre les banques d'investissement et les banques commerciales, pour protéger l'épargne et pour restaurer la confiance dans l'industrie bancaire. Comme vous le savez, certains préfèrent acheter des obligations à rendement négatif plutôt que de déposer leur argent à la banque. On devrait également placer les agences de surveillance ou de supervision sous la protection de la Banque centrale pour qu'un organisme ait une vue d'ensemble de tout le système, et pour garantir que les agences n'ayant pas communiqué entre elles puissent, au moins, être placées sous la tutelle d'une autorité capable de prévenir une crise systémique. Il faudrait peut-être penser à créer une agence spécialisée pour contrôler les fonds spéculatifs et les produits financiers à structure non conventionnelle.